

Banque nationale suisse
Investissements directs en 2009

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14;
E-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, *Publications*.

Droit d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2010

Date de publication

Décembre 2010

Impression

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

ISSN 1662-4319 (version imprimée)

ISSN 1661-156X (version électronique)

Table des matières

Page	
4	Aperçu
6	Investissements directs suisses à l'étranger
6	Exportations de capitaux
6	Transfert en Suisse du siège de plusieurs groupes – Effets sur la statistique des investissements directs
7	Stocks d'investissements directs
8	Revenus de capitaux
9	Effectifs
10	Investissements directs étrangers en Suisse
10	Importations de capitaux
11	Stocks d'investissements directs
11	Revenus de capitaux
12	Effectifs
13	Thèmes spéciaux
13	Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses
14	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
17	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
18	Commentaires
18	Modifications par rapport à l'année précédente
18	Fondements méthodologiques et statistiques
19	Fondements juridiques
20	Définition des groupes de branches
21	Définition des pays et des régions
A1	Tableaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Aperçu

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont accusé un recul en raison du repli des acquisitions dans l'industrie. L'emploi a fléchi pour la première fois depuis 2003 dans les filiales à l'étranger. Les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont affiché une hausse.

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 36 milliards de francs en 2009, contre 60 milliards en 2008. Dans un contexte économique mondial difficile, le secteur de l'industrie, notamment, a fortement restreint ses acquisitions à l'étranger et a investi beaucoup moins que l'année précédente (13 milliards de francs, contre 39 milliards en 2008). Les exportations de capitaux des banques et des assurances, que la crise financière avait affectées le plus durement en 2008, se sont en revanche considérablement accrues.

Les stocks d'investissements directs suisses auprès de filiales à l'étranger ont augmenté de 85 milliards pour atteindre 866 milliards de francs. Ceux des sociétés financières et holdings à l'étranger ont enregistré

la progression la plus importante, passant de 227 milliards à 270 milliards de francs. Cette forte croissance tient entre autres au fait que des groupes implantés précédemment à l'étranger ont transféré leur siège en Suisse et que leurs investissements directs à l'étranger entrent désormais dans la statistique suisse. Les effectifs des filiales à l'étranger ont diminué pour la première fois depuis 2003 (-28 000), ce qui les porte à 2,629 millions de personnes.

Les revenus des investissements directs à l'étranger ont atteint 56 milliards de francs, alors qu'ils étaient tombés à 8 milliards l'année précédente en raison des pertes des filiales à l'étranger des banques.

En comparaison avec d'autres pays, la Suisse présente un volume élevé d'investissements directs à l'étranger, comme le montre le rapport entre les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger et le produit intérieur brut (PIB) nominal: fin 2009, ce rapport était de 164% en Suisse, contre 107% aux Pays-Bas ou 85% en Irlande. En 1990, il s'élevait seulement à 28% en Suisse, contre 36% aux Pays-Bas et 31% en Irlande (source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2010).

Investissements directs en 2009 – Aperçu

Tableau 1

	2008	2009	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger¹			
Exportations de capitaux en milliards de francs	59.9	36.2	-39.6
Stocks d'investissements directs en milliards de francs	780.9	865.5	10.8
Revenus de capitaux en milliards de francs	7.9	56.3	613.8
Effectifs en milliers de personnes	2 657.3	2 629.1	-1.1
Investissements directs étrangers en Suisse¹			
Importations de capitaux en milliards de francs	16.4	29.3	78.8
Stocks d'investissements directs en milliards de francs	474.8	512.8	8.0
Revenus de capitaux en milliards de francs	46.2	38.1	-17.4
Effectifs ² en milliers de personnes	399.5	419.1	4.9
Nombre d'entreprises en Suisse détenues par des investisseurs étrangers ^{2,3}	8 647	8 655	0.1

¹ Dans la statistique des investissements directs, la Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse.

² Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes s'y rapportant.

³ Uniquement les participations majoritaires.

Les investisseurs directs étrangers ont considérablement renforcé leurs investissements en Suisse par rapport à 2008: ils y ont acquis davantage d'entreprises, ont augmenté le capital des filiales existantes et réinvesti une plus grande part des bénéfices dans les filiales. Dans l'ensemble, les importations de capitaux ont passé de 16 milliards à 29 milliards de francs.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 38 milliards pour s'établir à 513 milliards de francs. Leur ventilation selon le pays de l'investisseur *immédiat* a subi des glissements importants en raison de modifications dans la structure des groupes américains. Ainsi, les stocks d'investissements directs du Luxembourg et des Pays-Bas ont fortement progressé, tandis que ceux des Etats-Unis et de l'Amérique centrale et du Sud ont diminué. En revanche, la répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime* n'a guère changé.

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 38 milliards de francs, contre 46 milliards en 2008. Ce recul concernait principalement les revenus des sociétés financières et holdings, les autres branches ayant généré des revenus à peu près similaires à ceux de l'année précédente.

Les effectifs des quelque 8 700 filiales étrangères en Suisse ont augmenté de 20 000 personnes, pour atteindre 419 000 (+5%). Sur l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services en Suisse (3,992 millions de personnes), environ 11% étaient ainsi employés dans une entreprise comptant des investisseurs directs étrangers.

Investissements directs suisses à l'étranger

Exportations de capitaux

En 2009, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont passées de 60 milliards à 36 milliards de francs. Les acquisitions transfrontalières de l'industrie ont fortement reculé, passant de 25 milliards à 3 milliards de francs. Cette baisse concernait tous les groupes de branches de l'industrie. Au total, ce secteur a exporté des capitaux à hauteur de 13 milliards de francs (2008: 39 milliards).

Les investissements directs du secteur des services ont augmenté de 2 milliards pour s'établir à 23 milliards de francs, mais l'activité d'investissement a divergé selon les branches. Les entreprises du groupe «Commerce» ont ainsi investi nettement plus que l'année précédente (15 milliards de francs, contre 6 milliards en 2008). Le groupe de branches «Autres services» et les banques ont eux aussi sensiblement accru leurs investissements à l'étranger. Les assurances ont investi 6 milliards de francs à l'étranger, alors qu'elles y avaient cédé des participations pour un montant de 8 milliards en 2008. A l'inverse, les sociétés financières et holdings, qui avaient investi 21 milliards de francs à l'étranger en 2008, y ont vendu des filiales pour 6 milliards de francs en 2009.

Pour ce qui est de la répartition géographique, les investissements directs à destination de l'Union européenne (UE) ont diminué de 4 milliards de francs par rapport à l'année précédente, pour se fixer à 12 milliards. Les entreprises suisses ont investi principalement au Royaume-Uni (8 milliards), d'où elles avaient rapatrié 12 milliards en 2008. Les investissements à destination des Pays-Bas ont atteint 7 milliards de francs, soit 2 mil-

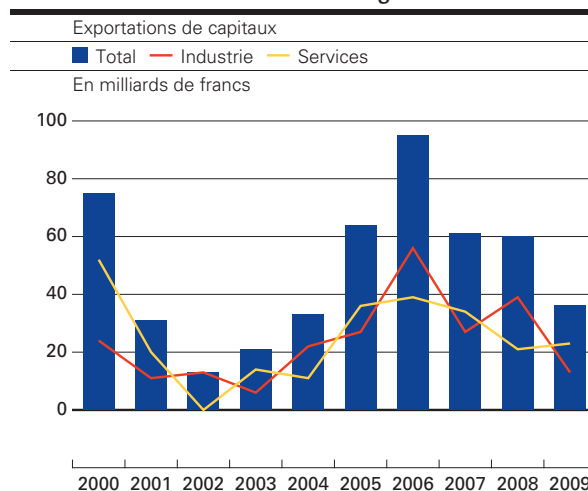
liards de plus que l'année précédente, tandis que ceux à destination de l'Allemagne se sont élevés à 3 milliards de francs, ce qui représente la valeur la plus faible depuis 2004. Les entreprises suisses ont rapatrié 5 milliards de francs du Luxembourg et la même somme du reste de l'Europe; un an auparavant, elles avaient réalisé des investissements de 11 milliards de francs dans cette dernière région.

La majeure partie des exportations de capitaux des entreprises suisses était destinée à des pays situés hors d'Europe. L'Asie constituait la destination privilégiée avec 10 milliards de francs, dont 2 milliards au Japon et autant à Singapour; le reste était réparti entre plusieurs pays. Les exportations de capitaux vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont atteint 9 milliards de francs; ils concernaient principalement les centres financiers offshore (7 milliards). Bien que les investissements directs suisses à l'étranger soient traditionnellement importants aux Etats-Unis, ils y ont fortement fléchi, passant de 40 milliards en 2008 à 5 milliards de francs en 2009. Le volume élevé des investissements en 2008 découlait de l'assainissement des filiales des banques et d'acquisitions. Les entreprises suisses ont investi 3 milliards de francs en Afrique et rapatrié 2 milliards d'Océanie.

Transfert en Suisse du siège de plusieurs groupes – Effets sur la statistique des investissements directs

Ces dernières années, davantage de groupes implantés précédemment à l'étranger, et disposant généralement de filiales dans plusieurs pays, ont transféré leur siège en Suisse, devenant ainsi des groupes helvétiques sur le plan statistique. A la suite de ces chan-

Graphique 1
Investissements directs à l'étranger



gements de domicile, les stocks d'investissements directs et les effectifs de leurs filiales sont désormais compris dans les investissements directs suisses à l'étranger; il n'en a toutefois résulté aucun flux de capitaux dans la statistique des investissements directs. C'est la raison pour laquelle les stocks d'investissements directs à l'étranger et les effectifs des filiales à l'étranger ont fortement progressé en 2009, en particulier dans le groupe de branches «Sociétés financières et holdings». Une part importante des stocks d'investissements supplémentaires concerne le Luxembourg. La répartition géographique des effectifs additionnels est plus dispersée, la hausse la plus importante étant constatée dans les filiales aux Etats-Unis.

Ces transferts de siège n'ont eu qu'une faible influence sur les investissements directs étrangers en Suisse, car les actions des entreprises concernées sont majoritairement détenues par une multitude d'actionnaires et non par des investisseurs directs étrangers. Les propriétaires étrangers d'actions suisses doivent disposer d'au moins 10% des actions d'une entreprise pour être considérés comme des investisseurs directs.

Stocks d'investissements directs

En 2009, les stocks d'investissements directs à l'étranger sont passés de 781 milliards à 866 milliards de francs, en raison des exportations de capitaux et du transfert susmentionné du siège de plusieurs groupes en Suisse.

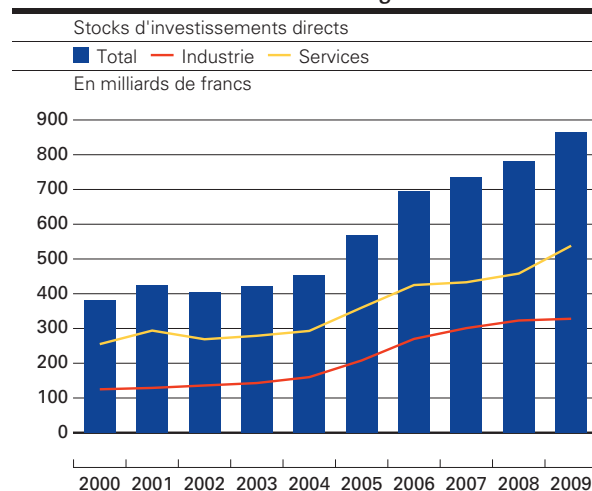
Les stocks d'investissements directs des sociétés financières et holdings ont progressé pour atteindre 270 milliards de francs (2008: 227 milliards); leur part dans le total des stocks d'investissements a augmenté en conséquence (31%, contre 29% en 2008). Ceux des

groupes de branches «Assurances» et «Commerce» ont affiché une croissance marquée, passant respectivement de 97 milliards à 116 milliards de francs et de 31 milliards à 45 milliards de francs. La part des stocks d'investissements directs à l'étranger revenant au secteur de l'industrie s'est établie à 38% (328 milliards de francs), contre 41% l'année précédente (323 milliards). Au sein de l'industrie, le groupe de branches «Chimie et plastique» présentait les stocks d'investissements directs les plus élevés (138 milliards de francs).

Pour ce qui est de la répartition géographique, 44% des stocks d'investissements directs à l'étranger, soit 378 milliards de francs, étaient détenus dans les pays de l'UE, contre 41% fin 2008 (324 milliards). Parmi ces pays, le Royaume-Uni avait les stocks les plus élevés (81 milliards), comme l'année précédente; il devançait le Luxembourg, où les stocks d'investissements directs dans des filiales suisses ont plus que doublé (66 milliards en 2009 contre 28 milliards en 2008). En Allemagne, ils sont demeurés pratiquement inchangés (56 milliards de francs, contre 55 milliards en 2008).

Les stocks d'investissements directs aux Etats-Unis sont passés de 156 milliards à 166 milliards de francs et ceux en Asie, de 66 milliards à 76 milliards de francs. Ils se sont également accrus dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud, où ils s'élevaient à 103 milliards en 2009, contre 91 milliards en 2008. Les stocks d'investissements directs ont en revanche fléchi dans les centres financiers offshore d'Europe, où ils se sont inscrits à 38 milliards de francs (2008: 45 milliards).

Graphique 2
Investissements directs à l'étranger

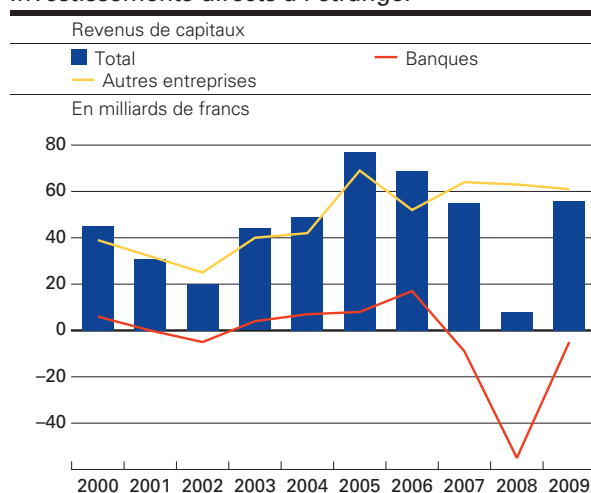


Revenus de capitaux

Les revenus des investissements directs à l'étranger ont atteint 56 milliards de francs, alors qu'ils étaient tombés à 8 milliards l'année précédente en raison des pertes des filiales des banques à l'étranger. Ces filiales ont de nouveau affiché des pertes (4 milliards de francs), mais celles-ci étaient nettement inférieures à celles de 2008 (55 milliards de francs). Les revenus des investissements directs des autres groupes de branches ont évolué de manière hétérogène: la chimie et les assurances, notamment, ont gagné davantage qu'en 2008 dans leurs filiales à l'étranger, alors que les revenus des sociétés financières et holdings ont baissé.

Graphique 3

Investissements directs à l'étranger



Effectifs

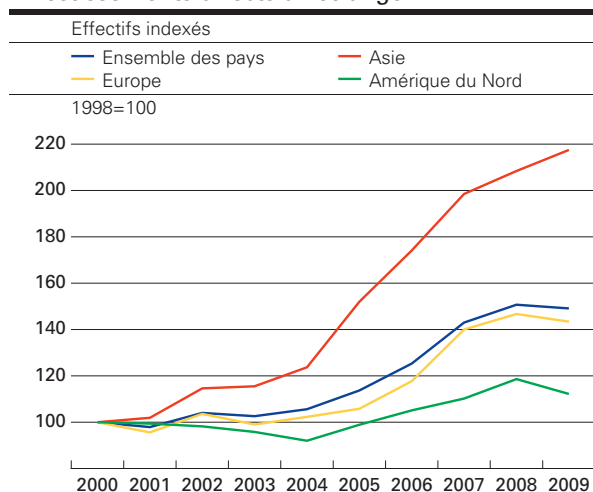
Le personnel travaillant dans les implantations suisses à l'étranger a diminué de 28 000 personnes, pour atteindre 2,629 millions (-1%). C'est le premier recul enregistré depuis 2003. Ce fléchissement a été particulièrement prononcé dans les filiales des groupes de branches «Banques» (-23 000 personnes), «Métallurgie et machines» (-20 000) et «Textile et habillement» (-8 000). Si l'on ne tenait pas compte des entreprises ayant transféré leur siège en Suisse, la baisse serait encore plus marquée. C'est également grâce à ces transferts que l'emploi dans les filiales des sociétés financières et holdings a progressé (+43 000 personnes).

Les effectifs des implantations suisses en Europe ont diminué de 30 000 personnes pour atteindre 1,319 millions, ce qui correspond à 50% du total des effectifs à l'étranger. Au milieu des années 1980, ce taux s'élevait à plus de 60%. Parmi ces pays, la Grèce (-7 000 personnes) et la France (-5 000) ont enregistré le recul le plus important par rapport à 2008, alors que la Russie affiche la hausse la plus élevée (+5 000 personnes).

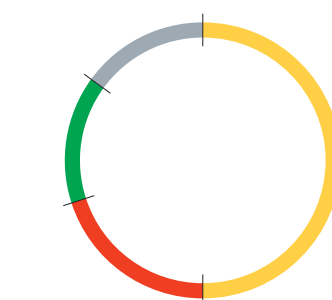
Les investisseurs directs suisses ont également considérablement réduit leurs effectifs aux Etats-Unis (-19 000 personnes), tant dans les filiales des banques et des assurances que dans celles de l'industrie. Ils les ont en revanche étoffés en Asie (+22 000 personnes) et en Océanie (+7 000), le Japon présentant la plus forte progression (+11 000).

Graphique 4

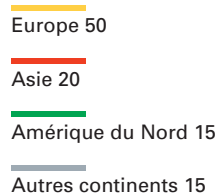
Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectifs à l'étranger fin 2009 Répartition géographique en %



Total: 2.6 millions

Investissements directs étrangers en Suisse

Importations de capitaux

Les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté en 2009, passant de 16 milliards à 29 milliards de francs, grâce à l'accroissement des revenus réinvestis et des acquisitions. Les revenus réinvestis s'élevaient à 24 milliards de francs, contre -1 milliard en 2008. De plus, les acquisitions étrangères en Suisse sont reparties à la hausse: les investisseurs étrangers ont ainsi consacré 19 milliards de francs aux acquisitions et aux augmentations de capital en 2009, soit nettement plus qu'en 2008 (4 milliards). En revanche, 14 milliards de francs ont été rapatriés à l'étranger par l'intermédiaire des transactions internes de crédit au sein des groupes, alors que des flux de capitaux vers la Suisse de 19 milliards avaient été enregistrés l'année précédente.

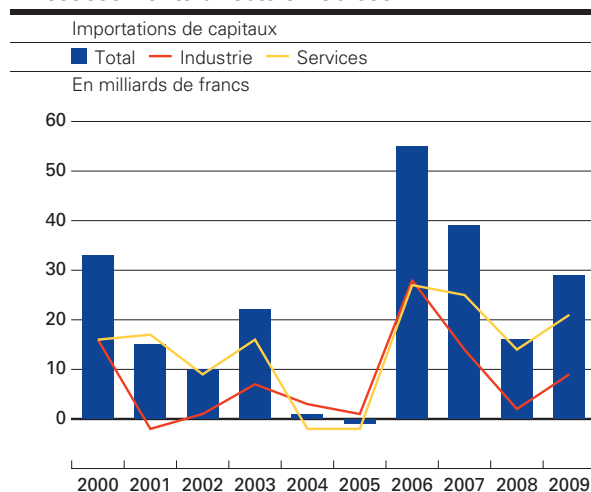
Dans le secteur de l'industrie, les importations de capitaux sont passées de 2 milliards à 9 milliards de francs, dont 3 milliards pour chacun des groupes de branches «Chimie et plastique» (principalement sous la

forme d'acquisitions) et «Electronique, énergie, optique et horlogerie» (sous la forme d'augmentations de capital). Les importations de capitaux dans le groupe de branches «Sociétés financières et holdings» ont représenté 16 milliards de francs (2008: 15 milliards), soit plus de la moitié du total des investissements directs étrangers en Suisse. Elles ont été réalisées principalement sous forme de réinvestissement de revenus et d'augmentations de capital. Le groupe de branches «Commerce» a également bénéficié d'une importation de capital de 3 milliards de francs (2008: désinvestissements de 6 milliards).

Les modifications de structure intervenues dans les groupes étrangers ont influé sur la ventilation des flux de capitaux selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat: elles ont entraîné des rapatriements de fonds aux Etats-Unis et dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud, mais des importations de capitaux en provenance des Pays-Bas et du Luxembourg. Dans l'ensemble, les flux de capitaux provenant de l'UE s'élevaient à 75 milliards de francs et les rapatriements vers l'Amérique du Nord, l'Amérique centrale et du Sud, à 46 milliards.

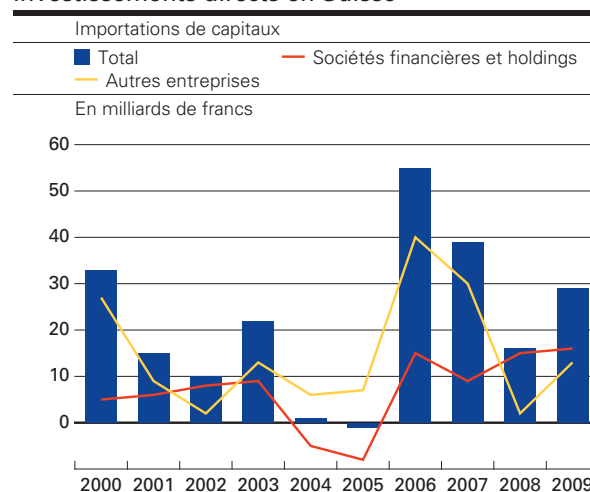
Graphique 6

Investissements directs en Suisse



Graphique 7

Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 38 milliards pour atteindre 513 milliards de francs. Les investisseurs directs étrangers ont principalement accru le capital des entreprises existantes en Suisse. Les sociétés financières et holdings ont une fois de plus enregistré l'accroissement des stocks le plus marqué (16 milliards), ceux-ci s'inscrivant à 290 milliards de francs. Elles détiennent 57% de l'ensemble des stocks d'investissements directs. Ceux du secteur des services, hors sociétés financières et holdings, ont progressé de 12 milliards et s'élevaient à 141 milliards de francs (part de 28%) en 2009. Les stocks d'investissements directs étrangers dans le secteur de l'industrie totalisaient 81 milliards de francs (part de 16%), soit 9 milliards de plus que fin 2008.

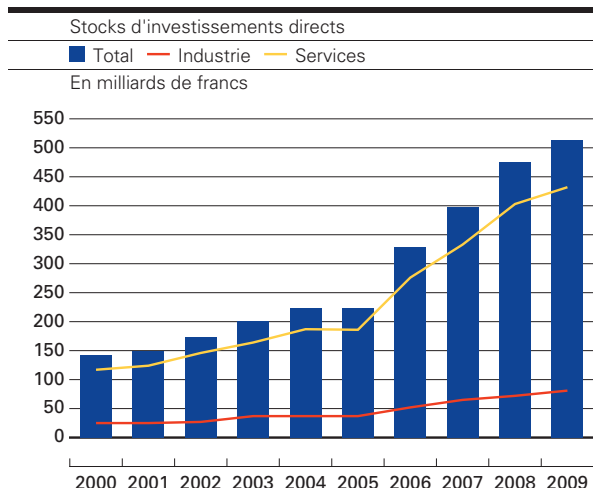
Les investisseurs ayant leur siège aux Pays-Bas (120 milliards de francs), au Luxembourg (108 milliards) et en Autriche (75 milliards), pays abritant tous trois de nombreux holdings, détenaient 59% (303 milliards) des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse, soit nettement plus qu'en 2008 (49% ou 232 milliards). La part des investisseurs issus des autres pays a reculé en conséquence, notamment celle des Etats-Unis, qui a passé de 22% (105 milliards de francs) à 14% (74 milliards). Cette évolution résulte de modifications dans la structure des groupes étrangers: ceux-ci ont détenu nettement plus de filiales en Suisse par l'entremise de sociétés intermédiaires situées aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Autriche que directement, par leur siège principal. La ventilation des stocks d'investissements directs selon l'investisseur ultime n'a en revanche guère changé (voir à ce sujet les thèmes spéciaux, page 14).

Revenus de capitaux

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 38 milliards de francs, contre 46 milliards en 2008. Cette baisse résulte principalement des revenus plus faibles des sociétés financières et holdings en mains étrangères, qui ont passé de 29 milliards à 21 milliards de francs. Les revenus des autres branches ont évolué de manière hétérogène, mais ils sont, dans l'ensemble, presque similaires à ceux de 2008. Sur les revenus totaux, 24 milliards de francs ont été conservés dans les filiales en Suisse en tant que bénéfiques réinvestis, alors que cette position présentait une valeur négative (perte) de 1 milliard en 2008. Les revenus transférés aux sociétés mères à l'étranger ont, en revanche, diminué pour s'établir à 14 milliards (2008: 48 milliards).

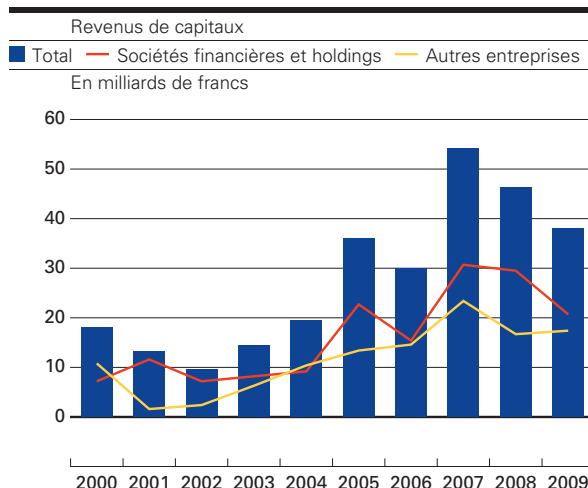
Graphique 8

Investissements directs en Suisse



Graphique 9

Investissements directs en Suisse



Effectifs

Le présent paragraphe repose sur une base de données plus étendue que le reste de la partie générale du rapport: les effectifs dans des entreprises à capitaux étrangers en Suisse comprennent également ceux des entreprises dont les stocks d'investissements directs sont inférieurs à 10 millions de francs, et qui pour cette raison n'ont pas été prises en compte dans la statistique des investissements directs. Les effectifs de ces entreprises ont été déterminés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 247 000 personnes en 2009, soit 2 000 de plus qu'en 2008. L'emploi dans les autres entreprises d'investissement direct en Suisse a progressé de 17 000 personnes, ce qui le porte à 172 000. Au total, 419 000

personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises à capitaux étrangers, soit 20 000 de plus que fin 2008. Ces emplois représentaient environ 11% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse (3,992 millions de personnes fin 2009, en léger repli par rapport à fin 2008).

Parmi les entreprises à capitaux étrangers, l'emploi a augmenté en particulier dans le secteur des services (+16 000 personnes, effectifs: 263 000), celui de l'industrie ayant enregistré une faible hausse (+3 000, effectifs: 156 000). Comme précédemment, les effectifs étaient les plus élevés dans les entreprises à capitaux étrangers des groupes de branches «Commerce» (99 000 personnes) et «Autres services» (80 000 personnes). Par ordre décroissant, 103 000 personnes travaillaient pour des investisseurs allemands, 61 000 pour des investisseurs des Pays-Bas et 57 000 pour des investisseurs des États-Unis.

Effectifs dans l'industrie et les services en Suisse (en fin d'année)

Tableau 2

En milliers de personnes

	2008	2009	Part en %
Effectifs en Suisse¹	3 996.3	3 992.4	100.0
dont			
dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	399.5	419.1	10.5
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	244.8	246.9	6.2
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	154.7	172.2	4.3

¹ Sources: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et *Amt für Statistik*, Vaduz.

Thèmes spéciaux

Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants non seulement à l'étranger, mais aussi en Suisse. Fin 2009, 842 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21% du total des emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Sur ce total, 642 000 personnes étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs de la Banque nationale suisse. Le solde, soit 200 000 personnes, travaillait dans des entreprises qui ont des participations à l'étranger, mais qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données concernant ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des entreprises suisses entrant dans la statistique susmentionnée employaient 2,629 millions de personnes. Les personnes employées à l'étranger par les entreprises qui n'entrent pas dans cette statistique ne sont pas recensées. Au total, 3,471 millions de personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour les investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait à 76%.

Depuis 2008, les investisseurs directs suisses ont réduit leurs effectifs de 3 000 personnes en Suisse et de 28 000 dans leurs représentations à l'étranger. En Suisse, le recul le plus important a été enregistré dans les groupes de branches «Banques» (-5 000 personnes) et «Transports et communications» (-5 000 personnes également). Les effectifs en Suisse ont cependant augmenté dans quelques groupes de branches dont «Electronique, énergie, optique et horlogerie», où la progression a été la plus forte (+3 000 personnes). Pour ce qui est de l'évolution des effectifs à l'étranger, veuillez vous référer à la page 9.

Effectifs des entreprises suisses ayant des investissements directs à l'étranger (en fin d'année) Tableau 3

En milliers de personnes

	2005	2006	2007	2008	2009	Part au total des effectifs, en %
Effectifs en Suisse¹	771.5	792.7	813.7	844.6	841.8	24.3
Industrie	289.0	303.1	320.4	325.0	326.9	9.4
Services	482.4	489.7	493.2	519.6	514.9	14.8
Effectifs à l'étranger	2 004.1	2 209.1	2 520.7	2 657.3	2 629.1	75.7
Industrie	1 085.5	1 185.5	1 237.5	1 265.9	1 233.7	35.5
Services	918.6	1 023.5	1 283.2	1 391.4	1 395.4	40.2
Total des effectifs	2 775.6	3 001.8	3 334.3	3 501.9	3 470.9	100.0
Industrie	1 374.6	1 488.6	1 557.9	1 590.9	1 560.6	45.0
Services	1 401.0	1 513.2	1 776.5	1 911.0	1 910.3	55.0

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

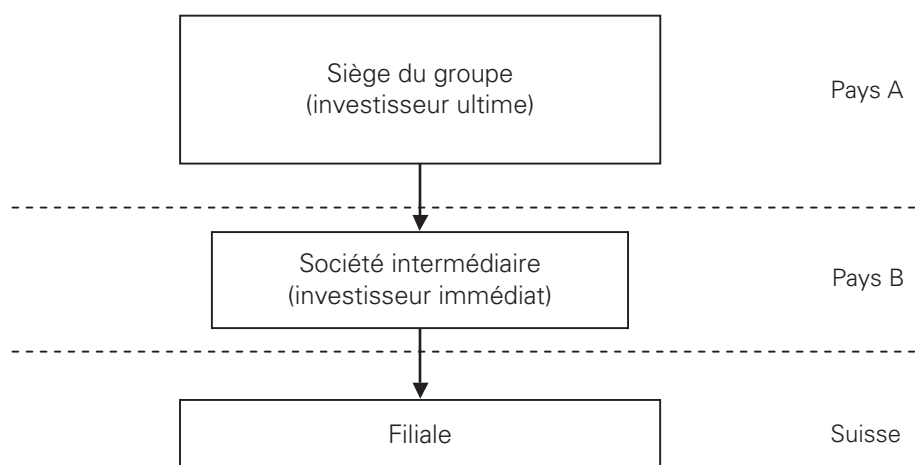
Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur *immédiat* est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui détient et exerce le contrôle *ultime*. En effet, certains investisseurs *immédiats* appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ces cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège principal du groupe, situé dans le pays A. L'investisseur *immédiat* dans le pays B joue uniquement le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime*. Celle-ci montre le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle *ultime* de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Graphique 10

Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime



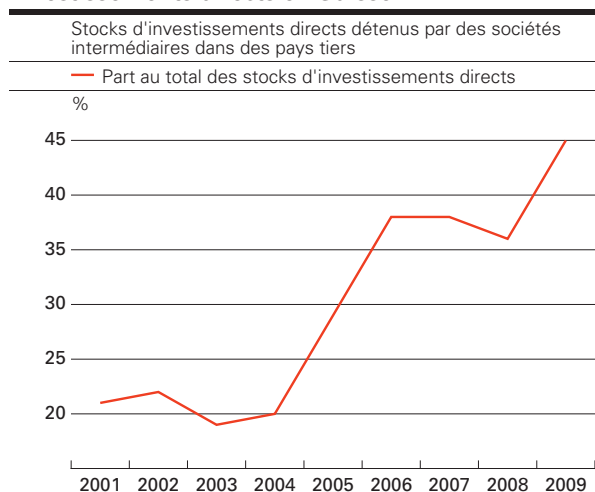
En 2009, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse que détiennent des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers se sont accrues, passant de 162 milliards à 228 milliards de francs. Leur part au total des stocks d'investissements directs étrangers est passé de 36% à 45% (voir graphique 11). Fin 2001, cette part était de seulement 21%.

Les tableaux 4 et 5 montrent les écarts, pour les principaux pays d'origine, entre l'évaluation des stocks d'investissements directs et des effectifs selon l'investisseur *immédiat* et l'évaluation selon l'investisseur *ultime*. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur *ultime* s'avèrent nettement plus élevés en particulier pour les Etats-Unis (+94 milliards de francs), l'Amérique centrale et du Sud (+48 milliards) et le Royaume-Uni (+10 milliards). Il en ressort que les entreprises de ces pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers – en particulier les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche – pour investir en Suisse. Ainsi, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 120 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais seulement 40 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. De même, les stocks détenus par des investisseurs luxembourgeois atteignaient 108 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, contre 38 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. L'écart était encore plus frappant du côté de l'Autriche: les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 75 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais de 6 milliards seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*.

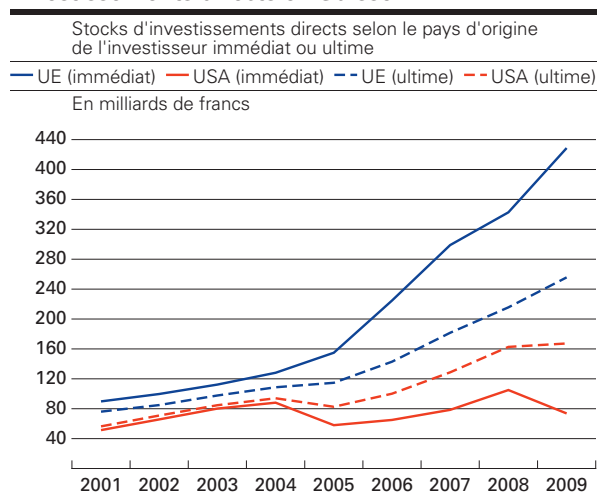
On observe également des écarts dans la répartition des effectifs selon l'approche adoptée. La répartition faite selon le critère de l'investisseur *ultime* conduit, pour 2009, à des chiffres nettement plus élevés que ceux résultant de la répartition selon le critère de l'investisseur *immédiat*, surtout pour les pays qui ne font pas partie de l'UE. L'écart le plus important concerne les Etats-Unis (+28 000 personnes). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 61 000 selon le critère de l'investisseur *immédiat* et à 20 000 seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*. La diminution était sensible également dans le cas du Luxembourg: 31 000 unités selon le critère de l'investisseur *immédiat*, contre 7 000 selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Les stocks d'investissements directs présentent une évolution très contrastée entre 2001 et 2009 selon que la répartition est faite d'après le critère de l'investisseur *ultime* ou d'après celui de l'investisseur *immédiat* (voir graphique 12). Au cours de ces années, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs de l'UE ont augmenté de 180 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *ultime*, soit beaucoup moins que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+339 milliards). En revanche, les stocks contrôlés par des investisseurs des Etats-Unis se sont accrues de 111 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *ultime*, soit nettement plus que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+22 milliards).

Graphique 11
Investissements directs en Suisse



Graphique 12
Investissements directs en Suisse



**Stocks d'investissements directs en Suisse répartis
selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2009)**

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
Europe	439.5	86%	283.9	55%	-155.6
UE	428.7	84%	255.7	50%	-173.0
dont					
Allemagne	33.2	6%	41.1	8%	7.9
France	39.0	8%	45.0	9%	6.0
Luxembourg	108.0	21%	37.5	7%	-70.6
Pays-Bas	119.8	23%	40.4	8%	-79.5
Autriche	74.7	15%	6.3	1%	-68.5
Royaume-Uni	16.8	3%	26.9	5%	10.0
Amérique du Nord	73.8	14%	168.4	33%	94.6
dont					
Etats-Unis	73.7	14%	167.3	33%	93.6
Amérique centrale et du Sud	-6.4	-1%	41.9	8%	48.3
Asie, Afrique, Océanie	5.9	1%	18.6	4%	12.7
dont					
Japon	0.7	0%	5.3	1%	4.6
Ensemble des pays	512.8	100%	512.8	100%	0.0

**Effectifs répartis selon le pays d'origine
de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2009)**

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
Europe	340.3	81%	297.5	71%	-42.8
UE	336.9	80%	278.7	67%	-58.2
dont					
Allemagne	103.3	25%	107.2	26%	3.9
France	43.1	10%	54.0	13%	10.9
Luxembourg	30.7	7%	6.6	2%	-24.1
Pays-Bas	60.6	14%	20.4	5%	-40.2
Autriche	16.8	4%	11.9	3%	-4.9
Royaume-Uni	20.4	5%	25.6	6%	5.1
Amérique du Nord	60.8	14%	88.9	21%	28.2
dont					
Etats-Unis	56.9	14%	85.1	20%	28.1
Amérique centrale et du Sud	8.7	2%	9.1	2%	0.4
Asie, Afrique, Océanie	9.3	2%	23.5	6%	14.2
dont					
Japon	3.4	1%	5.0	1%	1.6
Ensemble des pays	419.1	100%	419.1	100%	0.0

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire

En Suisse, quelque 8 700 entreprises étaient contrôlées par des investisseurs directs étrangers à la fin de 2009, ce qui représente environ 3% de toutes les entreprises du pays dans les secteurs de l'industrie et des services. Leur nombre est resté pratiquement inchangé depuis l'année précédente.

De ces 8 700 entreprises, près de 1 700 ont participé directement ou indirectement à l'enquête sur les investissements directs de la Banque nationale suisse. Les autres entreprises – environ 7 000 – n'atteignaient pas le seuil fixé pour la participation à l'enquête. Les données sur ces entreprises ont été recueillies par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 7 100, soit 82%), notamment dans les groupes de branches «Commerce» (33%), «Autres services» (24%) et «Sociétés financières et holdings» (18%). La moitié environ des investisseurs directs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis ou de France.

En moyenne, les entreprises à participation étrangère majoritaire présentaient des effectifs plus élevés que celles qui sont en mains suisses: fin 2008, elles occupaient en moyenne 46 personnes, contre 11 seulement pour les entreprises en mains suisses. L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie, mais plus faible dans les services.

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, par branches et par secteurs (en fin d'année)

Tableau 6

	2007	2008	2009	Part en %
Total¹	8 445	8 647	8 655	100.0
Services	6 909	7 070	7 130	82.4
dont				
Commerce	2 781	2 776	2 844	32.9
Autres services	2 065	2 163	2 084	24.1
Sociétés financières et holdings	1 449	1 494	1 561	18.0
Industrie	1 536	1 577	1 525	17.6

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, selon le pays d'origine (en fin d'année)¹

Tableau 7

	2007	2008	2009	Part en %
Total²	8 445	8 647	8 655	100.0%
dont				
Allemagne	2 026	2 121	2 188	25.3%
Etats-Unis	1 376	1 396	1 379	15.9%
France	888	934	932	10.8%

¹ La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

² Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Commentaires

Modifications par rapport à l'année précédente

Pour la période de 2006 à 2008, la statistique intègre rétroactivement des investissements directs qui n'avaient pas été pris en considération jusqu'alors. Cette adaptation a des répercussions notamment sur les positions ci-après:

- Investissements directs suisses à l'étranger: effectifs au Royaume-Uni
- Investissements directs étrangers en Suisse: importations de capitaux provenant d'Allemagne

Fondements méthodologiques et statistiques

Définition

Les investissements directs servent en principe à exercer une influence directe et durable sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et en fin de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (capital social et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à effectuer des exportations de capitaux proprement dites. En outre, des données sont deman-

dées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la Banque nationale suisse sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par les investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs de marché.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements. Les flux de capitaux sont toujours ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

Effectifs

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la Banque nationale suisse et de l'Office fédéral de la statistique. Dans les enquêtes de la Banque nationale suisse, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Par contre, les données recueillies par l'Office fédéral de la statistique portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées pour former des unités plus grandes. Les groupes de branches ainsi constitués sont définis aux pages 29 et 30 ci-après.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si les investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions¹

	Définition des pays
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, centres financiers offshore d'Europe, Croatie, Fédération de Russie, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Turquie et Ukraine; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein, qui est rattachée à la Suisse pour ce qui est des statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, îles Falkland, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Suriname, ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Dominique, Grenade, îles Caïmans, îles Turks et Caïcos, îles Vierges britanniques, îles Vierges des Etats-Unis, Jamaïque, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi que Sainte-Lucie.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2005 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, au format XLS, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous Publications.

Tableaux

Page	Tableau
	Investissements directs suisses à l'étranger
A2	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A4	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A6	1.3 Pays – Effectifs
A8	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A9	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A10	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A11	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A12	1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux
	Investissements directs étrangers en Suisse
A14	2.1 Pays – Importations de capitaux
A15	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A16	2.3 Pays – Effectifs
A19	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A19	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A20	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A21	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A22	2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.
	Rupture dans la série.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Investissements directs*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Europe	24 649	38 397	44 621	26 728	7 690
UE ⁵	20 963	36 248	36 866	16 199	12 285
Reste de l'Europe ⁶	3 687	2 149	7 755	10 530	- 4 595
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	79	75	62	- 7	41
Belgique	- 2 981	138	1 269	292	- 1 716
Bulgarie	78	57	89	- 9	- 146
Danemark	- 416	570	336	- 842	7
Allemagne	8 259	8 855	4 314	5 392	3 121
Finlande	- 14	406	407	664	796
France ⁸	1 909	1 705	6 185	3 083	232
Grèce	282	536	938	672	- 728
Irlande	1 493	9 331	- 5 563	- 3 782	44
Italie	900	1 736	8 270	919	- 618
Croatie	51	71	194	178	37
Luxembourg	- 3 266	7 603	11 283	14 718	- 4 944
Pays-Bas	8 877	- 6 189	- 574	4 641	7 340
Norvège	261	204	- 15	303	169
Autriche	605	1 730	671	- 2 763	726
Pologne	465	481	684	329	296
Portugal	- 21	1 853	- 948	- 44	- 164
Roumanie	154	320	295	468	- 122
Fédération de Russie	887	1 381	1 089	456	- 738
Suède	- 2 020	- 493	104	2 182	722
Slovaquie	31	88	85	23	58
Espagne	2 699	971	- 2 288	- 313	1 276
République tchèque	822	- 251	689	124	227
Turquie	722	49	456	474	21
Ukraine	192	683	255	465	348
Hongrie	564	284	- 853	189	- 254
Royaume-Uni ⁹	2 639	6 784	7 490	- 11 679	7 628
Centres financiers offshore ¹⁰	1 212	- 765	5 433	8 529	- 4 172
Amérique du Nord	22 832	23 008	1 529	37 152	8 727
Canada	6 077	1 907	2 460	- 2 692	3 395
Etats-Unis	16 755	21 102	- 931	39 844	5 332
Amérique centrale et du Sud	6 732	21 346	8 549	- 10 574	8 764
dont					
Argentine	407	10	221	192	500
Bolivie	8	0	44	0	36
Brésil	662	3 784	3 423	778	139
Chili	96	152	- 108	437	173
Costa Rica	476	646	752	124	33
Equateur	50	- 38	47	- 64	19
Guatemala	0	14	7	- 27	19
Colombie	119	- 99	65	53	461
Mexique	107	757	418	398	- 630
Pérou	- 34	- 26	- 173	358	138
Uruguay	135	746	78	323	- 155
Venezuela	90	181	- 99	315	395
Centres financiers offshore ¹¹	2 636	15 683	2 956	- 13 493	7 056

2005	2006	2007	2008	2009
1	2	3	4	5

Asie	6 757	10 318	3 994	- 232	10 466
dont					
Bangladesh	- 3	13	- 13	65	9
Chine	829	920	776	1 401	1 211
Hong Kong	607	1 154	278	63	805
Inde	248	370	630	1 207	885
Indonésie	108	25	156	643	307
Israël	80	154	40	358	185
Japon	113	644	2 420	1 371	2 003
Corée (Sud)	670	498	794	839	659
Malaisie	- 76	109	101	95	74
Pakistan	183	296	279	42	329
Philippines	775	584	- 128	11	79
Arabie saoudite	108	69	15	479	124
Singapour	2 162	4 442	- 1 528	- 16 376	1 608
Sri Lanka	10	6	14	12	2
Taiwan	189	116	67	111	128
Thaïlande	285	509	460	5	62
Emirats arabes unis	- 47	178	- 214	7 967	837
Vietnam	- 22	48	14	158	8
Afrique	1 731	810	1 591	3 797	2 684
dont					
Egypte	276	161	141	171	1 759
Côte d'Ivoire	- 2	77	79	3	114
Kenya	13	20	18	5	- 9
Maroc	59	34	45	63	107
Nigéria	- 6	19	22	59	62
Afrique du Sud	1 095	431	978	3 739	- 250
Tunisie	6	- 5	0	7	26
Océanie	949	1 192	958	3 030	- 2 150
dont					
Australie	869	1 126	819	2 870	- 2 162
Nouvelle-Zélande	58	38	114	178	- 9
Ensemble des pays	63 651	95 071	61 242	59 900	36 182

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2, 3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	288 358	312 947	368 253	383 652	431 565	49.9
UE ⁴	249 248	274 039	318 237	323 669	377 662	43.6
Reste de l'Europe ⁵	39 110	38 909	50 015	59 983	53 903	6.2
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	235	275	424	450	375	0.0
Belgique	11 342	8 699	8 446	12 520	12 457	1.4
Bulgarie	193	365	462	543	362	0.0
Danemark	1 652	2 339	4 397	2 364	2 080	0.2
Allemagne	39 424	42 501	46 200	55 488	55 861	6.5
Finlande	2 926	3 059	2 912	2 898	3 180	0.4
France ⁷	26 749	30 265	32 004	35 598	33 005	3.8
Grèce	2 299	2 757	4 651	4 216	3 161	0.4
Irlande	9 695	19 571	11 760	7 427	7 406	0.9
Italie	12 610	14 460	22 698	21 941	21 847	2.5
Croatie	442	461	572	729	779	0.1
Luxembourg	19 022	24 052	31 550	27 699	66 060	7.6
Pays-Bas	34 381	31 247	36 568	34 360	42 066	4.9
Norvège	3 193	3 366	3 222	3 334	3 599	0.4
Autriche	5 352	7 807	8 104	7 804	8 404	1.0
Pologne	3 470	4 144	5 487	5 188	5 242	0.6
Portugal	2 240	4 407	3 800	3 517	3 060	0.4
Roumanie	852	1 287	1 768	2 265	2 122	0.2
Fédération de Russie	3 594	4 561	5 322	5 373	6 256	0.7
Suède	1 369	1 348	1 678	4 188	2 439	0.3
Slovaquie	382	543	579	644	618	0.1
Espagne	11 772	12 200	12 763	15 289	15 658	1.8
République tchèque	3 037	2 535	3 417	3 051	3 306	0.4
Turquie	2 110	1 875	2 640	3 184	3 099	0.4
Ukraine	615	1 045	1 192	729	1 105	0.1
Hongrie	2 035	2 056	1 863	2 108	1 731	0.2
Royaume-Uni ⁸	57 356	56 732	70 867	65 758	80 649	9.3
Centres financiers offshore ⁹	27 474	25 131	35 297	44 902	37 727	4.4
Amérique du Nord	124 993	161 570	157 249	185 291	199 978	23.1
Canada	9 505	33 382	32 631	29 524	34 049	3.9
Etats-Unis	115 487	128 188	124 618	155 767	165 930	19.2
Amérique centrale et du Sud	93 715	145 306	126 552	114 818	130 828	15.1
dont						
Argentine	1 610	1 005	1 220	1 362	1 583	0.2
Bolivie	54	47	44	96	127	0.0
Brésil	6 801	21 961	14 249	12 416	12 780	1.5
Chili	1 172	1 165	968	1 150	1 479	0.2
Costa Rica	629	805	1 145	1 147	1 149	0.1
Equateur	436	363	428	387	373	0.0
Guatemala	181	152	157	163	154	0.0
Colombie	1 192	1 035	1 531	1 325	1 573	0.2
Mexique	3 362	4 444	6 144	5 344	6 158	0.7
Pérou	507	465	49	442	748	0.1
Uruguay	123	1 186	734	425	482	0.1
Venezuela	911	890	1 150	1 418	1 919	0.2
Centres financiers offshore ¹⁰	67 858	112 896	99 296	90 923	102 973	11.9

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Asie	45 529	55 980	58 858	66 126	75 600	8.7
dont						
Bangladesh	25	29	10	- 46	- 41	0.0
Chine	3 535	3 916	4 801	6 555	7 547	0.9
Hong Kong	3 811	4 222	4 527	4 396	4 489	0.5
Inde	1 924	2 203	2 545	2 354	3 324	0.4
Indonésie	3 511	6 126	6 428	5 958	7 054	0.8
Israël	859	1 007	628	712	813	0.1
Japon	8 877	9 843	13 281	14 891	15 271	1.8
Corée (Sud)	2 263	2 556	3 221	3 193	4 129	0.5
Malaisie	1 502	1 593	1 446	1 559	1 600	0.2
Pakistan	686	955	1 576	1 371	1 571	0.2
Philippines	1 825	2 058	1 977	1 595	1 665	0.2
Arabie saoudite	177	314	148	612	662	0.1
Singapour	12 890	16 797	13 505	8 298	12 507	1.4
Sri Lanka	- 4	- 10	1	27	- 1	0.0
Taiwan	966	1 007	1 104	1 115	1 267	0.1
Thaïlande	1 016	1 379	2 003	1 845	2 112	0.2
Emirats arabes unis	568	672	338	8 818	7 831	0.9
Vietnam	94	154	155	209	179	0.0
Afrique	3 510	7 724	10 963	13 903	12 113	1.4
dont						
Egypte	537	531	541	1 677	3 375	0.4
Côte d'Ivoire	124	165	273	293	416	0.0
Kenya	124	143	159	156	166	0.0
Maroc	292	340	415	443	520	0.1
Nigéria	56	75	233	322	190	0.0
Afrique du Sud	1 835	5 007	7 434	8 898	4 378	0.5
Tunisie	36	50	21	25	54	0.0
Océanie	11 646	11 249	12 286	17 123	15 431	1.8
dont						
Australie	11 195	10 753	11 672	16 538	14 941	1.7
Nouvelle-Zélande	212	245	356	464	437	0.1
Ensemble des pays	567 751	694 777	734 160	780 913	865 517	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2,3}

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	973 141	1 083 050	1 288 030	1 349 139	1 318 873	50.2
UE ⁴	877 296	939 435	1 173 085	1 211 589	1 179 683	44.9
Reste de l'Europe ⁵	95 845	143 615	114 945	137 550	139 190	5.3
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	2 363	2 752	3 708	4 289	3 805	0.1
Belgique	23 322	25 927	25 711	28 627	28 052	1.1
Bulgarie	5 085	6 137	6 502	7 505	5 905	0.2
Danemark	11 410	11 726	11 960	11 262	8 310	0.3
Allemagne	218 900	228 093	243 433	251 060	251 022	9.5
Finlande	11 264	11 860	13 044	12 755	13 068	0.5
France ⁷	162 670	184 103	165 034	172 547	168 003	6.4
Grèce	10 463	12 478	14 752	14 896	7 762	0.3
Irlande	7 699	8 570	9 083	11 256	9 243	0.4
Italie	65 484	69 438	76 571	77 089	75 020	2.9
Croatie	3 817	3 874	5 651	6 965	7 670	0.3
Luxembourg	3 308	3 608	3 805	4 522	4 929	0.2
Pays-Bas	36 773	37 662	40 657	39 315	41 946	1.6
Norvège	7 750	8 286	8 898	8 766	8 704	0.3
Autriche	38 245	40 066	41 325	41 509	37 705	1.4
Pologne	23 436	28 464	31 956	33 611	34 520	1.3
Portugal	9 691	10 332	10 353	10 065	9 897	0.4
Roumanie	10 075	10 902	12 798	19 987	21 861	0.8
Fédération de Russie	46 068	78 549	62 404	70 066	75 191	2.9
Suède	20 932	22 582	23 783	24 813	22 262	0.8
Slovaquie	7 585	7 385	7 637	8 805	7 974	0.3
Espagne	54 466	57 776	58 846	58 776	55 464	2.1
République tchèque	26 952	27 764	33 196	34 271	34 378	1.3
Turquie	9 758	11 253	12 962	14 016	14 401	0.5
Ukraine	8 125	18 649	17 864	30 176	26 500	1.0
Hongrie	25 303	27 568	31 021	36 083	33 619	1.3
Royaume-Uni ⁸	108 915	112 211	297 574	298 162	294 513	11.2
Centres financiers offshore ⁹	1 152	1 338	2 278	2 113	2 066	0.1
Amérique du Nord	338 068	359 455	376 805	405 570	383 530	14.6
Canada	29 943	34 902	42 959	54 665	51 636	2.0
Etats-Unis	308 125	324 553	333 845	350 905	331 895	12.6
Amérique centrale et du Sud	210 457	221 821	243 579	245 460	242 139	9.2
dont						
Argentine	18 070	17 535	19 089	19 528	18 646	0.7
Bolivie	4 005	4 251	4 246	3 428	2 971	0.1
Brésil	91 541	94 134	104 565	107 343	105 880	4.0
Chili	15 898	16 576	14 724	13 379	13 291	0.5
Costa Rica	2 449	2 493	3 755	3 878	2 912	0.1
Equateur	3 012	3 642	3 265	3 874	4 579	0.2
Guatemala	2 044	2 039	2 629	2 397	3 452	0.1
Colombie	9 529	10 744	11 006	12 744	13 894	0.5
Mexique	32 715	36 681	45 057	45 571	44 059	1.7
Pérou	5 526	5 885	6 678	6 472	6 468	0.2
Uruguay	830	982	1 041	1 008	1 108	0.0
Venezuela	9 356	10 628	11 230	11 037	11 593	0.4
Centres financiers offshore ¹⁰	7 665	8 106	8 112	5 281	5 105	0.2

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Asie	373 104	427 420	487 377	511 660	533 827	20.3
dont						
Bangladesh	1 921	1 863	2 083	3 003	3 092	0.1
Chine	81 116	94 252	110 307	120 638	125 938	4.8
Hong Kong	17 455	19 356	21 167	21 684	21 892	0.8
Inde	26 611	41 285	52 978	59 307	59 684	2.3
Indonésie	59 587	48 840	47 752	43 253	45 897	1.7
Israël	5 311	5 650	5 735	6 582	6 804	0.3
Japon	40 546	44 418	63 944	64 182	75 052	2.9
Corée (Sud)	7 362	7 989	8 475	8 770	8 891	0.3
Malaisie	21 454	23 695	19 091	20 282	16 657	0.6
Pakistan	5 720	10 008	12 897	13 440	13 043	0.5
Philippines	14 082	15 301	12 186	12 360	12 390	0.5
Arabie saoudite	3 590	3 715	4 303	5 064	5 775	0.2
Singapour	18 243	20 404	24 807	21 716	24 926	0.9
Sri Lanka	1 756	1 507	1 586	2 302	1 967	0.1
Taiwan	10 874	11 133	11 567	11 288	12 464	0.5
Thaïlande	39 358	39 391	45 553	48 056	43 188	1.6
Emirats arabes unis	3 262	3 151	4 269	5 547	7 528	0.3
Vietnam	7 959	8 583	10 543	11 134	11 330	0.4
Afrique	73 402	77 949	83 986	102 757	101 087	3.8
dont						
Egypte	9 416	9 422	10 644	27 589	26 233	1.0
Côte d'Ivoire	2 171	2 140	2 603	2 147	2 378	0.1
Kenya	1 480	1 552	2 036	2 293	3 193	0.1
Maroc	3 306	3 573	3 436	3 333	4 209	0.2
Nigéria	5 957	6 085	4 514	3 543	4 204	0.2
Afrique du Sud	29 626	31 615	35 208	37 659	36 352	1.4
Tunisie	2 596	2 796	2 451	2 440	2 078	0.1
Océanie	35 962	39 386	40 919	42 760	49 661	1.9
dont						
Australie	30 912	33 773	34 905	36 835	44 226	1.7
Nouvelle-Zélande	4 050	4 316	4 625	4 776	4 473	0.2
Ensemble des pays	2 004 133	2 209 081	2 520 696	2 657 345	2 629 117	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	27 214	55 798	27 184	39 120	13 195
Textile et habillement ^{5, 6}	- 1 683	2 485	4 656	38	- 3 145
Chimie et plastique	20 221	23 253	9 795	16 822	4 511
Métallurgie et machines	798	9 889	5 079	4 186	332
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 048	3 402	677	9 053	6 315
Autres industries et construction ⁷	6 830	16 769	6 977	9 022	5 182
Services	36 436	39 273	34 059	20 780	22 987
Commerce	8 260	- 2 232	- 381	6 445	14 779
Sociétés financières et holdings	10 443	9 020	12 779	20 701	- 5 736
dont					
en mains suisses ⁸	1 993	3 649	1 659	14 912	- 6 683
en mains étrangères ⁹	8 450	5 371	11 120	5 789	947
Banques	8 383	21 907	12 187	1 095	3 377
Assurances	5 893	8 942	- 3 444	- 7 994	6 300
Transports et communications ¹⁰	1 317	1 197	7 531	955	85
Autres services ¹¹	2 140	440	5 387	- 423	4 181
Total	63 651	95 071	61 242	59 900	36 182
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	55 201	89 700	50 122	54 112	35 234

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital correspond en majorité au flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	207 555	269 882	301 244	323 038	327 735	37.9
Textile et habillement ^{4,5}	7 581	15 888	21 206	18 584	17 574	2.0
Chimie et plastique	95 892	120 841	127 033	135 942	138 167	16.0
Métallurgie et machines	26 182	42 461	48 555	49 745	49 373	5.7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	24 226	27 160	31 870	36 637	40 239	4.6
Autres industries et construction ⁶	53 673	63 533	72 581	82 129	82 383	9.5
Services	360 197	424 894	432 916	457 876	537 781	62.1
Commerce	24 924	22 922	25 594	30 872	44 993	5.2
Sociétés financières et holdings dont	154 468	206 229	215 304	226 957	269 776	31.2
en mains suisses ⁷	31 912	34 424	33 851	41 230	79 388	9.2
en mains étrangères ^{8,9}	122 556	171 805	181 453	185 727	190 388	22.0
Banques	70 038	81 410	86 794	79 982	82 856	9.6
Assurances	95 902	96 847	81 820	96 870	116 103	13.4
Transports et communications ¹⁰	4 219	5 246	12 238	11 901	11 630	1.3
Autres services ¹¹	10 646	12 240	11 167	11 294	12 424	1.4
Total	567 751	694 777	734 160	780 913	865 517	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	445 195	522 972	552 707	595 187	675 128	78.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital correspond en majorité au flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2, 3}

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	1 085 528	1 185 533	1 237 459	1 265 899	1 233 690	46.9
Textile et habillement ^{4, 5}	88 282	93 214	98 718	95 153	86 756	3.3
Chimie et plastique	267 457	280 461	286 719	288 995	289 232	11.0
Métallurgie et machines	207 901	261 470	287 386	292 121	271 712	10.3
Electronique, énergie, optique et horlogerie	181 397	182 169	180 742	194 664	195 969	7.5
Autres industries et construction ⁶	340 491	368 218	383 895	394 966	390 021	14.8
Services	918 605	1 023 548	1 283 237	1 391 446	1 395 427	53.1
Commerce	165 209	184 562	208 246	245 205	240 743	9.2
Sociétés financières et holdings dont	413 492	458 094	658 965	683 026	725 863	27.6
en mains suisses ⁷	43 405	43 216	37 962	40 971	70 853	2.7
en mains étrangères ⁸	370 087	414 878	621 004	642 055	655 010	24.9
Banques	81 710	92 765	102 984	102 981	80 036	3.0
Assurances	83 725	85 492	78 828	96 008	92 402	3.5
Transports et communications ⁹	76 852	95 590	110 568	124 076	118 845	4.5
Autres services ¹⁰	97 618	107 046	123 646	140 151	137 539	5.2
Total	2 004 133	2 209 081	2 520 696	2 657 345	2 629 117	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	1 634 046	1 794 203	1 899 692	2 015 290	1 974 107	75.1

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital correspond en majorité au flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹⁰ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	27 657	32 550	36 084	32 233	30 372
Textile et habillement ⁵	2 002	211	3 139	725	1 159
Chimie et plastique	13 700	15 605	12 817	8 429	10 486
Métallurgie et machines	2 885	3 024	4 007	2 609	2 242
Electronique, énergie, optique et horlogerie	716	2 657	3 059	9 413	6 765
Autres industries et construction	8 354	11 053	13 061	11 058	9 720
Services	48 866	36 434	19 137	- 24 349	25 911
Commerce	3 251	31	2 604	6 147	7 007
Sociétés financières et holdings	29 568	6 641	14 181	19 686	13 583
dont					
en mains suisses ⁶	1 608	2 602	3 755	1 579	2 314
en mains étrangères ⁷	27 960	4 040	10 427	18 107	11 270
Banques	8 021	17 031	- 8 671	- 54 729	- 4 692
Assurances	6 836	10 729	8 244	1 889	7 113
Transports et communications	612	1 078	1 418	1 570	489
Autres services	578	924	1 360	1 087	2 412
Total	76 523	68 984	55 221	7 884	56 283
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁷	48 563	64 944	44 795	- 10 223	45 013

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital correspond en majorité au flottant.

⁷ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Types de capitaux et groupes de pays¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	7 743	40 553	32 904	17 997	- 3 381
UE ⁴	5 756	41 944	30 030	7 074	- 686
Reste de l'Europe ⁵	1 988	- 1 391	2 875	10 924	- 2 695
Amérique du Nord	9 755	6 284	4 858	40 211	5 725
Amérique centrale et du Sud	2 783	11 698	3 963	5 831	5 989
dont					
centres financiers offshore ⁶	1 296	7 212	2 809	5 123	6 596
Asie	854	3 604	4 418	- 6 680	2 237
Afrique	235	114	285	545	1 655
Océanie	612	422	47	1 502	752
Ensemble des pays	21 982	62 676	46 476	59 406	12 977
Bénéfices réinvestis					
Europe	19 431	2 912	10 440	- 4 242	9 903
UE ⁴	16 759	656	6 885	- 10 684	9 769
Reste de l'Europe ⁵	2 672	2 257	3 555	6 442	135
Amérique du Nord	10 933	6 195	- 13 247	- 19 678	5 125
Amérique centrale et du Sud	5 589	10 671	5 945	- 8 886	11 309
dont					
centres financiers offshore ⁶	4 275	7 967	1 010	- 9 235	9 237
Asie	4 983	5 911	824	3 863	7 389
Afrique	336	579	1 087	3 059	241
Océanie	- 255	156	1 201	23	- 3 212
Ensemble des pays	41 017	26 424	6 250	- 25 861	30 755

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	- 2 525	- 5 069	1 277	12 972	1 168
UE ⁴	- 1 552	- 6 351	- 48	19 809	3 202
Reste de l'Europe ⁵	- 973	1 283	1 325	- 6 837	- 2 035
Amérique du Nord	2 144	10 529	9 918	16 619	- 2 122
Amérique centrale et du Sud	- 1 640	- 1 023	- 1 359	- 7 519	- 8 533
dont					
centres financiers offshore ⁶	- 2 934	504	- 864	- 9 380	- 8 777
Asie	920	804	- 1 249	2 584	840
Afrique	1 161	117	219	193	788
Océanie	591	613	- 291	1 505	310
Ensemble des pays	651	5 971	8 516	26 355	- 7 550

Total

Europe	24 649	38 397	44 621	26 728	7 690
UE ⁴	20 963	36 248	36 866	16 199	12 285
Reste de l'Europe ⁵	3 687	2 149	7 755	10 530	- 4 595
Amérique du Nord	22 832	23 008	1 529	37 152	8 727
Amérique centrale et du Sud	6 732	21 346	8 549	- 10 574	8 764
dont					
centres financiers offshore ⁶	2 636	15 683	2 956	- 13 493	7 056
Asie	6 757	10 318	3 994	- 232	10 466
Afrique	1 731	810	1 591	3 797	2 684
Océanie	949	1 192	958	3 030	- 2 150
Ensemble des pays	63 651	95 071	61 242	59 900	36 182

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Europe	24 000	45 553	42 970	- 9 357	76 187
UE ⁴	24 031	45 485	44 082	- 8 195	75 229
Reste de l'Europe ⁵	- 31	68	- 1 112	- 1 162	958
Pays sélectionnés					
Belgique	- 1 073	69	1 057	- 2 285	- 3 400
Danemark	1 037	933	460	511	- 663
Allemagne	768	15 299	2 310	180	1 521
France ⁶	2 158	13 895	1 919	- 2 922	3 698
Italie	211	428	778	1 191	- 101
Luxembourg	- 278	3 414	833	4 010	23 601
Pays-Bas	10 330	10 274	21 331	- 15 836	31 459
Autriche	9 826	2 534	13 031	7 465	6 629
Suède	- 913	73	1 273	666	1 517
Espagne	500	68	- 263	74	- 754
Royaume-Uni ⁷	1 370	- 1 896	- 460	- 3 947	6 720
Amérique du Nord	- 26 048	8 953	4 825	20 853	- 35 213
Canada	- 455	5 372	1 055	- 661	- 127
Etats-Unis	- 25 594	3 581	3 770	21 513	- 35 087
Amérique centrale et du Sud	878	162	- 8 816	5 142	- 11 208
dont centres financiers offshore ⁸	653	113	- 180	5 133	- 7 222
Asie, Afrique et Océanie	- 14	147	- 45	- 231	- 425
dont Israël	62	54	45	34	42
Japon	- 117	- 90	- 44	- 498	69
Ensemble des pays	- 1 184	54 815	38 934	16 408	29 341

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)²

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	158 110	228 418	302 520	347 024	439 501	85.7
UE ³	155 108	225 201	300 439	343 754	428 690	83.6
Reste de l'Europe ⁴	3 002	3 217	2 080	3 271	10 812	2.1
Pays sélectionnés						
Belgique	5 230	5 334	6 266	4 211	3 436	0.7
Danemark	8 776	9 540	9 643	11 824	11 543	2.3
Allemagne	20 961	25 888	30 379	33 007	33 185	6.5
France ⁵	18 138	30 418	34 356	34 320	38 968	7.6
Italie	4 510	4 856	5 956	5 841	5 829	1.1
Luxembourg	11 806	16 676	40 991	66 688	108 028	21.1
Pays-Bas	55 556	67 845	94 916	97 751	119 841	23.4
Autriche	12 703	45 121	58 202	67 814	74 736	14.6
Suède	2 184	1 614	2 420	3 421	3 188	0.6
Espagne	1 268	1 402	1 423	4 052	3 553	0.7
Royaume-Uni ⁶	13 311	15 148	13 675	10 218	16 841	3.3
Amérique du Nord	59 164	66 235	79 406	105 175	73 762	14.4
Canada	1 188	1 234	868	210	83	0.0
Etats-Unis	57 976	65 001	78 537	104 965	73 679	14.4
Amérique centrale et du Sud	3 458	30 186	12 582	17 102	- 6 422	- 1.3
dont centres financiers offshore ⁷	1 784	28 844	31 001	35 633	16 089	3.1
Asie, Afrique et Océanie	2 904	3 335	3 161	5 532	5 947	1.2
dont Israël	617	665	600	1 009	1 126	0.2
Japon	1 019	937	890	628	704	0.1
Ensemble des pays	223 636	328 174	397 667	474 834	512 789	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁶ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁷ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²						
Europe	167 112	178 081	195 540	207 971	215 051	87.1
UE ³	166 482	177 598	194 989	206 889	214 381	86.8
Reste de l'Europe ⁴	630	483	551	1 082	670	0.3
Pays sélectionnés						
Belgique	1 745	2 298	2 080	3 440	2 148	0.9
Danemark	13 492	14 404	14 820	15 633	15 151	6.1
Allemagne	48 695	48 548	53 526	56 361	53 952	21.9
France	14 443	21 122	21 992	21 629	21 764	8.8
Italie	6 154	6 805	9 806	8 894	8 743	3.5
Luxembourg	7 791	13 339	19 630	18 731	25 191	10.2
Pays-Bas	44 012	42 468	45 633	48 948	52 707	21.3
Autriche	6 389	7 217	7 920	10 485	11 275	4.6
Suède	3 952	4 019	5 586	5 608	4 699	1.9
Espagne	3 580	3 581	3 898	6 430	6 339	2.6
Royaume-Uni	14 431	11 338	7 273	7 422	7 449	3.0
Amérique du Nord	29 208	31 086	30 357	32 507	27 812	11.3
Canada	2 384	2 293	2 298	2 143	2 142	0.9
Etats-Unis	26 825	28 792	28 059	30 364	25 671	10.4
Amérique centrale et du Sud	1 313	1 754	1 522	1 992	1 335	0.5
dont centres financiers offshore ⁵	1 159	1 596	1 343	1 832	1 189	0.5
Asie, Afrique et Océanie	2 017	3 093	3 212	2 306	2 694	1.1
dont Israël	291	287	312	336	335	0.1
Japon	305	301	302	309	343	0.1
Ensemble des pays	199 650	214 014	230 631	244 777	246 892	100.0

2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs⁶

Europe	90 219	102 927	108 745	113 486	125 206	72.7
UE ³	88 112	99 026	106 969	110 638	122 549	71.2
Reste de l'Europe ⁴	2 107	3 901	1 776	2 848	2 657	1.5
Pays sélectionnés						
Belgique	2 422	2 152	1 919	1 812	1 697	1.0
Danemark	1 529	1 443	1 351	1 634	1 810	1.1
Allemagne	35 657	40 496	41 913	43 290	49 359	28.7
France	12 905	15 666	20 147	20 073	21 294	12.4
Italie	3 513	4 143	4 602	5 117	5 328	3.1
Luxembourg	3 032	4 313	3 388	4 531	5 546	3.2
Pays-Bas	6 130	7 740	7 222	6 317	7 873	4.6
Autriche	4 400	5 174	5 162	5 530	5 539	3.2
Suède	5 657	6 167	6 226	6 304	7 832	4.5
Espagne	1 437	1 065	1 311	1 657	1 804	1.0
Royaume-Uni	8 581	8 393	11 647	13 252	12 983	7.5
Amérique du Nord	23 900	25 897	28 274	28 681	32 939	19.1
Canada	711	1 073	1 067	1 262	1 667	1.0
Etats-Unis	23 189	24 824	27 207	27 419	31 272	18.2
Amérique centrale et du Sud	5 444	7 391	7 909	7 133	7 406	4.3
dont centres financiers offshore ⁵	5 434	7 359	7 877	7 103	7 320	4.3
Asie, Afrique et Océanie	4 780	4 673	4 354	5 402	6 632	3.9
dont Israël	156	176	209	244	294	0.2
Japon	2 264	2 311	2 423	2 776	3 105	1.8
Ensemble des pays	124 343	140 888	149 282	154 702	172 183	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹ (suite)

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Ensemble des entreprises						
Europe	257 331	281 008	304 285	321 457	340 257	81.2
UE ³	254 594	276 624	301 958	317 527	336 930	80.4
Reste de l'Europe ⁴	2 737	4 384	2 327	3 930	3 327	0.8
Pays sélectionnés						
Belgique	4 167	4 450	3 999	5 252	3 845	0.9
Danemark	15 021	15 847	16 171	17 267	16 961	4.0
Allemagne	84 352	89 044	95 439	99 651	103 311	24.7
France	27 348	36 788	42 139	41 702	43 058	10.3
Italie	9 667	10 948	14 408	14 011	14 071	3.4
Luxembourg	10 823	17 652	23 018	23 262	30 737	7.3
Pays-Bas	50 142	50 208	52 855	55 265	60 580	14.5
Autriche	10 789	12 391	13 082	16 015	16 814	4.0
Suède	9 609	10 186	11 812	11 912	12 531	3.0
Espagne	5 017	4 646	5 209	8 087	8 143	1.9
Royaume-Uni	23 012	19 731	18 920	20 674	20 432	4.9
Amérique du Nord	53 108	56 983	58 631	61 188	60 751	14.5
Canada	3 095	3 366	3 365	3 405	3 809	0.9
Etats-Unis	50 014	53 616	55 266	57 783	56 943	13.6
Amérique centrale et du Sud	6 757	9 145	9 431	9 125	8 741	2.1
dont centres financiers offshore ⁵	6 593	8 955	9 220	8 935	8 509	2.0
Asie, Afrique et Océanie	6 797	7 766	7 566	7 708	9 326	2.2
dont Israël	447	463	521	580	629	0.2
Japon	2 569	2 612	2 725	3 085	3 448	0.8
Ensemble des pays	323 993	354 902	379 913	399 479	419 075	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	1 037	28 257	14 075	2 444	8 714
Chimie et plastique	955	19 308	3 404	944	3 107
Métallurgie et machines	- 122	7 668	6 375	1 041	686
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 192	1 480	3 636	- 705	3 234
Autres industries et construction	395	- 198	660	1 165	1 688
Services	- 2 221	26 558	24 859	13 964	20 627
Commerce	926	1 410	2 403	- 5 319	2 856
Sociétés financières et holdings	- 7 815	14 668	9 423	14 723	15 849
Banques ⁵	1 759	1 553	3 417	2 518	2 309
Assurances	309	13 370	1 615	1 267	1 230
Transports et communications ⁶	1 870	- 3 953	6 498	- 187	- 520
Autres services ⁷	730	- 490	1 503	962	- 1 098
Total	- 1 184	54 815	38 934	16 408	29 341

2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)³

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	37 145	51 890	64 655	71 607	81 167	15.8
Chimie et plastique	17 087	26 476	33 177	32 797	36 292	7.1
Métallurgie et machines	5 916	6 572	8 421	9 834	10 532	2.1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	8 643	13 399	16 789	20 954	23 056	4.5
Autres industries et construction	5 500	5 443	6 269	8 023	11 287	2.2
Services	186 491	276 284	333 012	403 227	431 622	84.2
Commerce	32 592	35 520	45 012	45 160	55 556	10.8
Sociétés financières et holdings ⁴	104 401	181 188	213 581	273 725	290 136	56.6
Banques ⁵	29 688	32 063	35 660	38 346	39 007	7.6
Assurances	5 786	16 684	18 326	20 863	22 668	4.4
Transports et communications ⁶	7 166	5 063	12 858	12 256	12 528	2.4
Autres services ⁷	6 859	5 766	7 575	12 877	11 727	2.3
Total	223 636	328 174	397 667	474 834	512 789	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁶ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁷ Jusqu'en 1992, inclus dans *Transports et communications*.

2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
Industrie	77 003	86 038	94 070	100 146	99 073	40.1
Chimie et plastique	16 215	19 272	19 582	20 293	22 575	9.1
Métallurgie et machines	21 061	19 435	22 066	22 711	23 585	9.6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	23 178	29 445	31 643	34 334	32 961	13.4
Autres industries et construction	16 550	17 887	20 779	22 808	19 952	8.1
Services	122 646	127 975	136 561	144 631	147 819	59.9
Commerce	40 722	41 346	41 109	43 209	47 471	19.2
Sociétés financières et holdings	10 256	10 881	10 090	10 454	10 323	4.2
Banques	18 324	18 377	19 910	21 707	21 041	8.5
Assurances	4 210	10 675	10 487	9 369	9 513	3.9
Transports et communications	21 442	17 953	22 534	25 864	25 822	10.5
Autres services	27 694	28 743	32 433	34 028	33 649	13.6
Total	199 650	214 014	230 631	244 777	246 892	100.0

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs³

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
Industrie	47 456	51 040	51 275	52 564	57 293	33.3
Chimie et plastique	6 103	6 742	6 694	6 891	7 411	4.3
Métallurgie et machines	16 280	17 076	17 809	18 609	19 103	11.1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	11 033	12 500	12 089	12 629	16 166	9.4
Autres industries et construction	14 040	14 722	14 683	14 435	14 613	8.5
Services	76 887	89 848	98 007	102 138	114 890	66.7
Commerce	33 664	39 240	41 659	42 393	51 162	29.7
Sociétés financières et holdings	4 410	4 623	5 427	5 852	6 540	3.8
Banques	428	398	474	490	660	0.4
Assurances	1 019	1 268	1 023	956	1 047	0.6
Transports et communications	7 095	8 006	8 507	8 179	8 727	5.1
Autres services	30 271	36 313	40 917	44 268	46 754	27.2
Total	124 343	140 888	149 282	154 702	172 183	100.0

Ensemble des entreprises

	2005	2006	2007	2008	2009	Part en pour-cent
Industrie	124 459	137 078	145 345	152 710	156 366	37.3
Chimie et plastique	22 318	26 014	26 276	27 184	29 986	7.2
Métallurgie et machines	37 341	36 511	39 875	41 320	42 688	10.2
Electronique, énergie, optique et horlogerie	34 211	41 945	43 732	46 963	49 127	11.7
Autres industries et construction	30 590	32 609	35 462	37 243	34 565	8.2
Services	199 533	217 823	234 568	246 769	262 709	62.7
Commerce	74 386	80 586	82 768	85 602	98 633	23.5
Sociétés financières et holdings	14 666	15 504	15 517	16 306	16 863	4.0
Banques	18 752	18 775	20 384	22 197	21 701	5.2
Assurances	5 229	11 943	11 510	10 325	10 560	2.5
Transports et communications	28 537	25 959	31 041	34 043	34 549	8.2
Autres services	57 965	65 056	73 350	78 296	80 403	19.2
Total	323 993	354 902	379 913	399 479	419 075	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Industrie	5 461	5 064	8 256	3 559	4 646
Chimie et plastique	4 364	3 721	4 154	2 347	2 657
Métallurgie et machines	602	- 384	1 472	- 71	- 884
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 238	1 256	1 941	777	2 265
Autres industries et construction	732	472	690	506	610
Services	30 646	24 904	45 808	42 598	33 502
Commerce	5 334	4 773	4 975	7 004	7 992
Sociétés financières et holdings	22 667	15 415	30 686	29 482	20 702
Banques	1 653	2 353	3 153	2 203	2 062
Assurances	435	1 146	4 986	1 901	2 660
Transports et communications	100	845	1 511	1 226	258
Autres services	457	372	497	782	- 172
Total	36 107	29 969	54 064	46 157	38 148

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Types de capitaux et groupes de pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	32 636	27 729	12 066	- 5 589	52 703
UE ⁴	33 924	27 871	12 782	- 5 757	52 450
Reste de l'Europe ⁵	- 1 288	- 142	- 716	169	254
Amérique du Nord	- 31 891	7 936	351	3 884	- 26 294
Amérique centrale et du Sud	- 759	- 257	103	851	- 7 005
Asie, Afrique et Océanie	14	0	- 25	- 5	305
Ensemble des pays	- 1	35 409	12 494	- 859	19 709
Bénéfices réinvestis					
Europe	- 9 136	14 458	30 568	- 12 325	21 063
UE ⁴	- 9 443	14 263	30 687	- 12 269	21 351
Reste de l'Europe ⁵	307	196	- 118	- 56	- 288
Amérique du Nord	6 227	1 286	5 420	11 020	3 154
Amérique centrale et du Sud	82	322	69	- 285	- 124
Asie, Afrique et Océanie	- 5	111	75	214	- 224
Ensemble des pays	- 2 833	16 178	36 132	- 1 375	23 869

	2005	2006	2007	2008	2009
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	500	3 366	336	8 557	2 420
UE ⁴	- 450	3 352	614	9 832	1 428
Reste de l'Europe ⁵	950	14	- 277	- 1 275	992
Amérique du Nord	- 383	- 269	- 946	5 949	- 12 073
Amérique centrale et du Sud	1 556	96	- 8 988	4 576	- 4 079
Asie, Afrique et Océanie	- 23	35	- 95	- 440	- 506
Ensemble des pays	1 649	3 228	- 9 692	18 642	- 14 238

Total

Europe	24 000	45 553	42 970	- 9 357	76 187
UE ⁴	24 031	45 485	44 082	- 8 195	75 229
Reste de l'Europe ⁵	- 31	68	- 1 112	- 1 162	958
Amérique du Nord	- 26 048	8 953	4 825	20 853	- 35 213
Amérique centrale et du Sud	878	162	- 8 816	5 142	- 11 208
Asie, Afrique et Océanie	- 14	147	- 45	- 231	- 425
Ensemble des pays	- 1 184	54 815	38 934	16 408	29 341

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

La BNS fournit des données sur les investissements directs dans d'autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

Position extérieure nette de la Suisse

La Position extérieure nette de la Suisse paraît en décembre. Elle comprend des données récentes sur les stocks d'investissements directs.

Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches.

Renseignements

bop@snb.ch